

# JOURNAL DE ST-PETERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

## ADMINISTRATION. — REDACTION.

Tout ce qui concerne l'administration ou la rédaction du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouok, maison Dussaux, n° 15. Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non affranchies sont refusées.

Les abonnements de l'extérieur sont pris d'acompanement-jours les lettres qu'ils adressent à notre administration de la dernière bande d'envoi journal.

**PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG**

ANGLAISES ET AFFICHES 10 cop. la ligne.

RECLAMES 25

FAITS DIVERS 76

## S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du

Journal, lib. de la Cour Impériale, n° 15, de la Police, m. de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouok, 15; à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; à Riga, chez LAZAROVITZ, bureau d'annonces; à Kiew, chez R. ULMAN, n° 1, bureau de commissions à Ekaterinoslav; K. F. BOUDKIEWITZ, libraire à Jitomir, et G. BARENSTAM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Chausée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES & Co, 1, Cecil street, Strand, W.C.; à Berlin, RUD. MOSE, Grosse Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

## PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

	Un mois	Trois mois	Six mois	Un an
Russie (intérieur)	2 r.	5 r.	10 r.	18 r.
Belgique, Suisse, Hollande et Italie	2 r. 50 c.	7 r. 50 c.	15 r.	26 r. 50 c.
France, Danemark, Angleterre et Roumanie	3 r.	8 r.	16 r.	30 r.
Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte	3 r. 25 c.	9 r. 75 c.	19 r.	33 r. 75 c.
Etats-Unis d'Amérique	3 r. 75 c.	10 r. 50 c.	20 r.	36 r.

Prix du numéro: en ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.; à l'extérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

## CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1<sup>er</sup> janvier. Les abonnements de 3 mois ou de 6 mois ne sont pris que pour la durée de leur validité. Les abonnements pour St-Petersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouok, 15. Les abonnements pour l'extérieur: adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky pérouok, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au dessous. Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky pérouok, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

## PARTIE NON OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 10 mai.

L'entrée solennelle de S. M. le shah de Perse à St-Petersbourg a eu lieu aujourd'hui, 10 mai, à une heure après-midi. La capitale s'est de nouveau décorée et parée pour célébrer l'arrivée de l'auguste voyageur. Des drapeaux aux couleurs nationales flottaient partout, entremêlés de drapeaux blancs à bords verts avec le Lion et le Soleil. Sur plusieurs points les balcons sont ornés du buste du souverain de la Perse, entouré de fleurs et de verdure.

La perspective Nevsky, cette principale artère de notre capitale, présentait depuis 11 heures du matin l'aspect le plus animé et le plus pittoresque. Une foule immense se pressait le long des trottoirs de cette rue sans pareille par sa longueur et sa beauté. A tous les carrefours se tenaient les musiques militaires des régiments de la garde impériale. Il n'y avait pas de déploiement de forces militaires, et le public, animé de la plus cordiale curiosité, était accouru pour saluer le premier souverain de l'Orient qui vient visiter la capitale de la Russie.

A une heure précise le cortège a quitté la gare du chemin de fer Nicolas. Une escouade de gendarmes ouvrait le défilé. Venait ensuite un peloton des cosaques de l'escorte particulière de S. M. l'Empereur, suivi des différents détachements musulmans, qui poussaient des acclamations et agitaient leurs sabres étincelant au soleil.

S. M. l'Empereur et S. M. le shah étaient en voiture découverte attelée à la daumont et entourée de piqueurs au costume blanc, rouge et or.

Sa Majesté Persane portait un uniforme noir à broderies de diamants, avec des épaulettes également enrichies de diamants. Sur son bonnet en fourrure d'agneau noir brillait une magnifique aigrette de diamants, d'une grosseur extraordinaire et d'une eau incomparable. Des acclamations retentissantes ont accueilli partout l'apparition des deux Souverains.

La voiture impériale était suivie d'un second détachement de cosaques de l'escorte particulière de S. M. l'Empereur, après lequel venaient les voitures des membres de la famille impériale et des princes persans. Toutes ces voitures étaient conduites par des cochers en livrée de grand-gala, mais sans les tricornes Louis XV et les perruques poudrées.

Dans la suite de S. M. le shah de Perse, reconnaissable aux uniformes tout brodés d'or et aux bonnets persans, on remarquait un personnage revêtu d'un uniforme presque identique à celui des généraux français du second empire, tunique à collet brodé, pantalon rouge à passepoil d'or, et képi de la même couleur, tout couvert de broderies en or. Ce personnage, portant le grand-cordon vert du Lion et du Soleil, était M. le docteur Tholozan, médecin particulier de S. M. le shah.

La suite du souverain de la Perse se compose d'une foule de militaires portant des épaulettes de général à la française, et d'autres personnages dont les uniformes rappellent les uniformes brodés des différentes charges de notre cour. Tous, à l'exception de M. le docteur Tholozan, sont coiffés du bonnet persan, dont la forme est si connue en Europe.

S. M. le shah ne porte point son âge (il a 45 ans). Svelte, de belle stature, il a l'air d'un homme de 30 à 35 ans. Une fine moustache brune donne un relief tout particulier à sa figure, un peu maigre et extrêmement intelligente. Le regard est d'une grande beauté et respire l'affabilité.

Sa Majesté Persane paraissait très satisfaite du splendide accueil qui lui était fait, et saluait cordialement le public, qui se découvrait respectueusement à son passage et le saluait de ses acclamations.

Ce soir S. M. l'Empereur et S. M. le shah ont assisté au spectacle-gala donné au Grand-Théâtre.

Nous trouvons dans la Gazette de Moscou du 9 mai les nouveaux détails que voici sur la première journée passée dans cette capitale par S. M. le shah :

Lorsque le train qui avait amené Sa Majesté est entré dans la gare du chemin de fer de Rîzan-Générâ, le shah a reçu le gouverneur général dans son wagon. Le prince Dolgoroukov a adressé au shah l'allocution suivante, qui a été traduite à Sa Majesté Persane par M. Gamzow, conseiller d'Etat actuel.

« Si je l'honneur, en ma qualité de représentant de l'administration supérieure de Moscou, de féliciter Votre Majesté pour son heureuse arrivée dans l'ancienne capitale de l'empire de Russie.

« Moscou est fier d'être la première des capitales de l'Europe à laquelle soit échu l'honneur de recevoir le premier des souverains de la Perse qui ait entrepris un voyage à l'étranger en vue du bien-être de sa patrie.

« La ville de Moscou espère que Votre Majesté en conservera un agréable souvenir.

« Le shah a répondu à ces félicitations par les paroles que voici :

« Il m'est très agréable de commencer mon voyage à l'étranger par une visite à l'empire de mon ami l'Empereur de toutes les Russies.

« S. M. le shah a ensuite tendu la main au prince Dolgoroukov. Dans les annales de la cour de Perse cet honneur accordé à une personne qui n'appartient pas à une maison souveraine est un événement qui n'a peut-être pas de précédent. Puis, sur le désir exprimé par le shah, l'aide de camp général prince Menchikow a invité le commandant des troupes de la circonscription de Moscou à entrer dans le wagon impérial. Le commandant, M. l'aide de

camp général Guldenstaple, a présenté à Sa Majesté un rapport sur l'état des troupes qu'il commande.

« Le shah a passé la soirée au Grand-Théâtre. La brillante mise en scène du ballet a beaucoup plu à Sa Majesté, qui a exprimé le vœu de revenir le lendemain au théâtre. Dans la matinée du 8 mai le shah s'est rendu au musée des armes du palais du Kremlin, où il a été reçu par M. Soloviev, recteur de l'université de Moscou, qui a expliqué à Sa Majesté, par l'entremise de M. Gamzow, toutes les curiosités que renferme le musée. L'attention du shah s'est arrêtée principalement sur la collection des trônes, des couronnes et autres insignes des Tsars. L'illustre hôte a examiné avec beaucoup de curiosité le trône en turquoises qui a été envoyé en présent, comme on sait, au Tsar Boris Fédorovitch par un des prédécesseurs de Nassir-ed-din, le shah Abbas, au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle. C'est le trône qui est destiné, pendant la cérémonie du couronnement, à servir de siège à l'impératrice, et que l'on place à côté de celui de l'Empereur.

« Après la visite du musée, le shah, qui avait exprimé la veille le désir de faire la connaissance de plusieurs militaires et employés civils, les a reçus dans la galerie des Tableaux.

« Puis Sa Majesté s'est rendue à l'Institut Lazarev des langues orientales, où M. le prince Schirinski-Schikmatov, curateur de l'arrondissement scolaire de Moscou, et M. Delianov, directeur de l'Institut, sont venus à sa rencontre. Le shah a pris place dans la grande salle de l'Institut, sur une estrade élevée pour cette occasion, et a daigné écouter la harangue qui lui a été adressée en langue persane par le professeur Nazariant et une pièce de vers en langue arabe composée et lue par le professeur Mourouss. Un des élèves de l'Institut, sujet persan, a été présenté à S. M. le shah, qui a daigné lui adresser quelques paroles bienveillantes.

« Le soir, après le spectacle, le shah s'est rendu au bal donné par le prince Dolgoroukov, gouverneur général de Moscou.

L'Agence télégraphique internationale communique aux journaux russes le télégramme suivant :

« Odesse, 5 mai. — LL. AA. II. M<sup>ss</sup> le grand-duc Michel Nicolaïevitch et M<sup>lle</sup> la grande-duchesse Olga Fédorovna sont arrivés ce matin à 6 heures à Odesse et ont repartis pour Pott à bord du vapeur de guerre Kiazbe.

« A la grande revue qui aura lieu demain vendredi, 11 mai, à midi, au Champ-de-Mars, en présence de S. M. l'Empereur, prendront part 42 1/4 bataillons d'infanterie, 34 escadrons de cavalerie et 122 pièces d'artillerie. Les troupes seront rangées sur cinq lignes, faisant face au jardin d'été. La revue sera commandée par S. A. I. M<sup>le</sup> le grand-duc commandant en chef des troupes de la garde et de la circonscription militaire de St-Petersbourg.

(Invalides russes.)

« Nous avons dit avant-hier que S. Exc. M. Stréoukoff, chef du département asiatique au ministère des affaires étrangères, s'était rendu à Louban au-devant de S. M. le shah, en compagnie de délégués du ministère de la guerre. Il convient d'ajouter qu'un délégué du ministère de la maison de S. M. l'Empereur s'était également rendu à Louban au-devant de Sa Majesté Persane.

« M<sup>re</sup> Innocent, métropolitaine de Moscou, a quitté St-Petersbourg hier 9 mai, pour retourner dans sa ville diocésaine. (Voie.)

« On écrit à la Gazette de Moscou qu'M. le lieutenant Stumm, officier prussien qui accompagne le détachement de Mangischlak en marche sur Khiva, a commandé pendant son séjour à Schoura (Transcaucasie), par l'entremise de personnages influents, trois sabres circassiens et trois poignards aux armuriers les plus célèbres du Daghestan. Ces armes sont destinées à S. M. l'Empereur Guillaume, et à S. A. I. le prince héritier d'Allemagne et à S. M. le roi de Bavière. Les lames seront fournies par l'armurier Sahit, de Kazikoumoun, et elles seront montées par l'armurier Amir Ganza, du village de Koubatchi. Les armuriers demandent pour exécuter cette commande 300 zolotniks d'or fin et 20 livres d'ivoire.

« On écrit de Tzarév aux Nouvelles contemporaines qu'un ermite vient de s'installer dans une caverne aux environs de cette ville et que ses prédications attirent le peuple en foule.

« On télégraphie de Schlüsselburg, à la date du 9 mai, que les glaces flottent encore en masse considérable sur le lac Ladoga, mais que les glaces n'ont pour la plupart que de faibles dimensions. Le mouvement des glaces sur la Néva est devenu très égal; et semble ne pas devoir créer de nouveaux embarras à la navigation. (Gazette russe) de l'Académie.

« La Feuille musicale de St-Petersbourg annonce que M. Laroche, professeur au conservatoire de musique, vient d'être nommé délégué de la Société musicale russe à l'exposition de Vienne.

« Nous avons donné il y a quelque temps le programme des examens du conservatoire de musique, qui ont commencé le 1<sup>er</sup> mai. On nous signale maintenant le beau succès qu'ont eu, le 3 mai, les examens de la classe de chant de M<sup>re</sup> Nissen-Saloman, l'éminent professeur dont nous avons déjà eu l'occasion à plusieurs reprises de faire ressortir les mérites.

« Parmi les élèves de cette classe qui se sont particulièrement distingués, on nous cite M<sup>re</sup> Walter, M<sup>re</sup> Kharitonow, Reszke (de Varsovie), Calasz (de Prague), Bitchourine (de Tiflis), Wurzel et Klebeck, qui ont chanté avec autant de goût que de talent aussi bien des morceaux de grands-opéras que des romances de Schubert, Rubinstein, Tchaïkovsky et autres compositeurs. L'excellente méthode et le zèle infatigable de M<sup>re</sup> Nissen-Saloman ont eu ainsi une fois de plus leur légitime récompense, et l'on peut s'attendre à ce que la classe de chant, d'où sont sorties déjà des artistes telles que M<sup>re</sup> Lavrovsky, Lévitky, Krontouk, Raab et Belocha, fournisse de nouveau bientôt à notre scène russe toute une pléiade de charmanes cantatrices, parmi lesquelles on cite en pre-

mière ligne M<sup>re</sup> Walter, M<sup>re</sup> Reszke, Kharitonow et Calasz.

« On nous dit que l'auguste président et protecteur de la Société musicale russe et du conservatoire, qui assistait aux examens de la classe de chant, a bien voulu exprimer sa satisfaction à M<sup>re</sup> Nissen-Saloman.

« M. Ciardi, que nous connaissons jusqu'à ce jour comme la flûte enchanteresse de St-Petersbourg, maillé, parait-il, avec tout autant de dextérité le crayon... humoristique. Il vient de mettre en vente le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> cahier d'un album de portraits comiques, dessinés sur pierre avec une grande perfection par M. A. Lebédov. Et comme on n'est jamais trahi que par les siens, ce sont ses collègues les artistes musiciens, les professeurs du conservatoire que M. Ciardi a pris pour sujets de ses croquis, qui se vendent aux principaux magasins de musique et d'estampes de la capitale.

## NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

Autant les élections présidentielles d'avant-hier à l'Assemblée Nationale de France ont été à la satisfaction du parti conservateur, autant le scrutin de ballottage d'hier a dû lui causer de chagrin. M. Martel, ayant emporté de sept voix sur son concurrent de la droite, M. de Larcy, l'un des anciens ministres de M. Thiers, et qui se trouve être maintenant le chef de la réunion de la droite. Ces scrutins successifs et contradictoires ne définissent-ils pas le véritable caractère de la situation ?

Elire M. Martel au premier tour de scrutin vice-président, comme cela a eu lieu jusqu'ici, on ne le voulait pas; mais lui refuser les suffrages au second tour, on le jugeait inutile ou impolitique, et il s'est trouvé sept voix de majorité — parmi lesquelles celle de M. Thiers — pour faire échouer la candidature de M. de Larcy.

Admettant l'élection d'hier ne nous dit rien de plus que celle de la veille. Quant à l'attitude du parti radical, nous avons appris déjà que par la voix de M. Peyrat ce parti a demandé à l'Assemblée de fixer l'époque de la dissolution. La République française, tout en constatant que dans une réunion de la gauche M. Gambetta a dit quelques paroles de conciliation à l'adresse des députés de ce groupe qui s'étaient prononcés pour l'élection de M. de Rémusat à Paris contre celle de M. Barodet, se montre très réservée à l'égard de la nouvelle combinaison ministérielle. Elle s'exprime textuellement comme suit :

« A vrai dire, les changements qu'on nous annonce ne sauraient nous toucher. Nous ne demandons pas au gouvernement de remplacer tel ou tel ministre. Nous lui demandons d'écarter le suffrage universel et de respecter l'intégrité de ce pays légal, de qui il tient son pouvoir. Nous lui demandons d'être le gouvernement de la France, de ne pas résister à cette grande démocratie, si calme, si raisonnable, si obéissante. Nous lui demandons de profiter de la bonne volonté qu'il rencontre partout ailleurs qu'à Versailles, et d'adopter dans le Parlement une politique qui est conforme à son intérêt, qui est sans danger, qui réduirait ses ennemis à l'impuissance. Si le cabinet de M. Cassin Périot doit suivre cette politique, il peut compter sur le concours des républicains et il peut rendre de grands services aux conservateurs que la passion royaliste ou bonapartiste n'a pas encore tout fait perdus. Si, au contraire, le nouveau cabinet a le dessein de trahir les principes et les intérêts démocratiques, s'il cherche son point d'appui à droite, s'il doit être un ministère de combat contre la vraie république, s'il a la prétention de tromper les républicains avec des mots et des déclarations et de livrer le gouvernement aux factions réactionnaires, il se mène une catastrophe. Il n'est plus possible, en effet, de tromper personne. La politique de ruses, de compromis, la politique d'équivoque n'a plus aucune chance de faire des dupes. Tout le monde veut la clarté. Faire proclamer la république par la gauche et la faire constituer par la droite, ce fut peut-être autrefois une combinaison ingénieuse, mais ce serait aujourd'hui une entreprise qui succomberait chez qui voudraient s'y obstiner.

Les journaux autrichiens, tout en faisant encore une large part dans leurs colonnes à la crise de la Bourse, dont les effets ne cessent de se faire sentir, — entretenant longuement leurs lecteurs d'une réunion électorale que le parti allemand de la Bohême a tenue vendredi dernier à Teplitz, et dans laquelle M. Herbst aurait réussi à empêcher la session qui semblait sur le point d'éclater dans ce camp. Un certain nombre d'Allemands ayant osé affirmer qu'après le vote de la loi électorale qui leur assure la majorité, il convient désormais de ne plus mettre la question des nationalités au premier rang dans les élections; qu'il importe de se montrer conciliant, et surtout de confier les mandats à des hommes « aux mains pures », — M. Herbst a foudroyé ces novateurs de toute la vigueur de son éloquence et le meeting ne leur a plus permis de se faire entendre. La Neue freie Presse célèbre bruyamment cette victoire des hommes « éprouvés » du parti centraliste et renchérit encore sur les accusations dont l'ancien ministre a accablé ses adversaires et dont la plus forte, à son sentiment, a été celle de « préférer le knout russe à la liberté allemande ».

La Neue freie Presse a négligé de s'expliquer sur le sens de ces paroles. L'assertion de M. Herbst ayant dû lui sembler d'une impi-

dité lumineuse; mais, à la distance où nous sommes, nous ne comprenons pas bien l'affinité qu'il peut y avoir entre le « knout russe » et des députés allemands qui réclament l'élection de candidats « aux mains pures ».

La séance du 16 mai de la Chambre des Députés d'Italie, dont nous croyons inutile de reproduire le compte-rendu, a été consacrée à la discussion de plusieurs ordres du jour motivés par le projet de loi sur les corporations religieuses. Un de ces ordres du jour, présenté par M. Toscanelli, déclarait que la loi en question était inopportune et qu'il y avait lieu de passer outre. M. Griffini a demandé de baser le projet de loi sur le principe de la suppression des bénéfices ecclésiastiques et sur la création des communautés religieuses laïques, paroissiales et diocésaines, à qui sera dévolue l'administration des biens formant maintenant objet de bénéfice. Enfin M. Pescatore a protesté contre toute tendance du gouvernement d'entrer en transaction avec les autorités religieuses. Les trois amendements dont nous venons d'indiquer les traits principaux ont occupé toute la séance; ils ont été repoussés, et la Chambre a décidé de passer à la discussion des articles du projet de loi sur les ordres religieux.

Une question importante de droit international vient d'être jugée par la cour du district des Etats-Unis, qui présidait le juge Blatchford, à New-York. Un Prussien, Carl Vogt, accusé d'avoir commis un assassinat à Bruxelles, s'était réfugié à New-York, et avait été réclamé par le gouvernement belge, qui n'a pu obtenir l'extradition faute d'un traité entre les deux pays. Mais le gouvernement prussien est intervenu dans l'affaire, en vertu d'une loi qui l'autorise à punir ses nationaux pour des crimes commis à l'étranger. Il existe un traité d'extradition entre la Prusse et les Etats-Unis. Le gouvernement prussien peut donc réclamer Vogt, si celui-ci est vraiment soumis à la juridiction de la Prusse pour un crime commis en Belgique. Le juge Blatchford a résolu la question par l'affirmative, en considération de la loi prussienne dont nous venons de parler. En conséquence de cette décision, il a repoussé la demande d'habes corpus faite en faveur de Vogt, et remis l'accusé sous la garde du marshal, qui recevra sans doute l'ordre de le livrer aux autorités allemandes.

DEPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE

Versailles, mercredi 21 mai, au soir.

ASSEMBLÉE NATIONALE. — M. Martel, candidat de la gauche, a été élu vice-président par 330 voix contre 323 données à M. de Larcy. M. Thiers a participé au vote.

M. Buffet a remercié l'Assemblée pour sa confiance; il a dit qu'il restera fidèle au programme déjà tracé par lui lors de son élection, et aura l'impartialité et la fermeté que l'Assemblée attend de lui. Le président de la Chambre a conclu en demandant le concours de ses collègues pour faciliter sa tâche.

Autre dépêche.

Berlin, mercredi 21 mai, au soir.

La Provinzial-Korrespondenz, parlant du prochain voyage de l'empereur Guillaume, dit que Sa Majesté fera une visite le 15 juin à la cour de Darmstadt. Le voyage à Vienne aura lieu dans la seconde moitié de juin, et l'empereur se rendra aux eaux d'Ems dans la première semaine de juillet.

D'après la même feuille, S. M. le shah de Perse arrivera probablement à Berlin le 5 juin.

Autre dépêche.

Pesth, mercredi 21 mai, au soir.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Le ministre des finances présente la loi budgétaire pour 1874. Le déficit est de 31 millions.

M. de Kerkapolyi déclare que le moyen favorable ou défavorable de couvrir le déficit dépendra de la solution d'autres questions importantes, mais il est d'avis qu'il faut renoncer à accroître constamment la dette publique.

Autre dépêche.

Rome, jeudi 22 mai.

La Fanfulla annonce qu'une réunion de cardinaux a eu lieu au Vatican sous la présidence du cardinal Antonelli. L'assemblée a délibéré sur les mesures à prendre pour éviter des troubles en cas de décès du saint-père.

On redoute, dit ce journal, que des désordres ne soient provoqués par les anciens soldats du pape, dont la situation resterait incertaine.

La réunion des cardinaux a invité les représentants des puissances étrangères auprès du Saint-Siège à prendre le Vatican sous leur protection si le souverain-pontife venait à mourir. La Fanfulla croit savoir que les représentants de la France et du Brésil auraient donné une réponse favorable, bien qu'ils soient sans instructions à ce sujet.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

Le Parlement de l'empire a voté, dans sa séance du 19 mai, la loi des fortifications, conformément aux conclusions de la commission.

L'Assemblée s'est occupée ensuite du choix d'un emplacement pour le futur palais du Parlement, et a repoussé par 152 voix contre 87 le projet de construire le palais à l'emplacement actuel de l'établissement Kroll. Le Parlement a voté, à la même majorité, la motion Schleiden-Denzin, invitant la commission ad hoc à faire de nouvelles propositions et à porter son attention à cet effet sur l'emplacement de la manufacture de porcelaine et de l'université.

PRUSSE. — CLÔTURE DE LA SESSION DES CHAMBRES.

La clôture de la session de la Diète, la dernière de la législature actuelle, a eu lieu, comme le télégraphe nous l'a annoncé, mardi, 20 mai, dans la salle Blanche du palais royal.

Le comte de Roon, président du conseil des ministres, a donné lecture du discours du trône, dont voici la traduction :

« Illustres, nobles et honorés messieurs des deux Chambres de la Diète !

« La mission dont S. M. l'empereur et roi m'a chargé, de présider à la clôture de la Diète de la monarchie, met un terme à la session actuelle.

« C'est avec une grande satisfaction que nous pouvons jeter un coup d'œil rétrospectif sur cette session. Riche en travaux difficiles, mais aussi en résultats précieux, dans presque tous les domaines de la législation, elle occupe une place éminente parmi toutes les sessions de la Diète prussienne.

« La réforme de l'administration intérieure, désirée depuis des années, mais différée à cause de profondes divergences d'opinion, a reçu sa solution dans sa partie première et fondamentale. Dès à présent paraît se réaliser l'attente que, pour la mise à exécution de cette réforme, les forces qui la combattaient précédemment y coopéreront d'une manière patriotique.

« Les délibérations sur les importantes lois destinées à régler avec plus de netteté et de fermeté que par le passé les rapports entre l'Etat et les grandes communautés ecclésiastiques, ont été accompagnées de luttes non moins vives. Le gouvernement de Sa Majesté persiste à avoir pleine confiance que ces lois favoriseront la véritable paix entre les adhérents des diverses confessions, et amèneront l'Eglise à consacrer unanimes ses forces au service pur de la parole de Dieu.

« Grâce à l'heureuse situation financière du pays et à l'empressement des Chambres à accéder aux demandes du gouvernement, on a pu, par la loi budgétaire, satisfaire plus amplement que jusqu'ici à tous les besoins de la population et de l'administration.

« La révision de la loi sur l'impôt de classes, le nouveau règlement de l'impôt sur les héritages et l'abolition ou la réduction de différentes taxes, assurent, outre des allègements considérables, surtout en faveur des classes moins aisées, aussi une répartition plus équitable des impôts.

« L'amélioration des conditions des fonctionnaires est pour l'Etat une nouvelle garantie d'une marche efficace des affaires publiques.

« L'autorisation que vous avez accordée au gouvernement, de donner une vaste extension au réseau ferré, profitera tant aux besoins du commerce et de l'industrie, dont l'essor est hautement satisfaisant, qu'à la sécurité de la défense nationale dans toutes les parties du pays.

« Messieurs, cette session est probablement la dernière d'une période législative qui a commencé au milieu d'une époque aussi mémorable que d'une immense portée pour la Prusse et pour l'Allemagne, et à laquelle était réservée la tâche de faire valoir aussi les grands résultats et les succès de cette époque au profit de la mission de la monarchie prussienne en particulier. Si les travaux de cette législature ont suivi une marche favorable dans toutes les sphères de la législation, on le doit en première ligne à l'esprit de confiance qui a animé le gouvernement et de la représentation nationale, esprit qui a été puissamment aidé et affermi par les heureux événements de cette grande époque. Plus satisfaisantes les conséquences de l'attitude de confiance qui a prévalu pendant cette période législative, plus légitime est aussi l'espoir qu'aux prochaines élections pour la future représentation nationale, le peuple prussien s'inspirera des mêmes sentiments patriotiques, du même esprit d'union ferme et confiante avec le gouvernement de Sa Majesté afin d'assurer le vrai bien-être général et la prospérité de notre patrie.

« Par ordre de S. M. l'empereur, notre très-gracieux roi et seigneur, je déclare close la session de la Diète de la monarchie. »

C'est à 2 heures qu'a eu lieu la cérémonie de la clôture de la session. Les deux Chambres avaient tenu auparavant de courtes séances, pendant lesquelles le comte de Roon, président du conseil, avait notifié aux deux assemblées qu'il était chargé par Sa Majesté de présider à la clôture des Chambres.

La Chambre des Seigneurs avait voté la veille la loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique dans les parcelles de territoire bayrois cédées à la Prusse en 1866; adoptée la loi sur la quote-part de la Prusse à l'indemnité de guerre et la loi sur l'emprunt de chemin de fer (120 millions); approuvé le rapport sur le règlement des comptes de l'exercice de 1871, — mais repoussé, par contre, la loi sur la participation des fonctionnaires publics à l'administration d'entreprises industrielles. Enfin, la Chambre haute avait encore approuvé les conclusions de la Chambre des Députés au sujet de diverses pétitions.

Dans la séance du jour de la clôture de la session, M. de Forckenbeck, président d'âge, a remercié, au nom de la Chambre haute, M. le président de l'Assemblée, qui a exprimé à son tour sa gratitude à la Chambre et a clos la séance en portant un triple vivat à S. M. l'empereur et roi.

La même cérémonie a eu lieu à la Chambre des Députés. M. de Forckenbeck a fait un exposé des travaux de la session; puis il y a eu échange de remerciements entre M. de Bonin, président d'âge, et M. de Forckenbeck, après quoi les députés se sont séparés en portant aussi un triple vivat à Sa Majesté.

La loi sur l'emploi exclusif de la langue allemande comme langue de l'administration dans toute l'étendue de la monarchie prussienne reste en souffrance jusqu'à la prochaine session, vu qu'elle a été adoptée seulement par la Chambre des Seigneurs et qu'elle n'a pas pu venir à l'ordre du jour de la Chambre des Députés avant la clôture de la session.

On mande de Bingen, 18 mai, que le train de chemin de fer parti la veille à 10 h. 25 m. de Francfort (Hesse-Nassau) s'est vu heurter à minuit et demi par un train de service dans la gare de Bingen. Le chef de train, le chauffeur et un aiguilleur ont été tués. Un voyageur est gravement blessé et plusieurs autres sont contusionnés.

M. Krupp étant parvenu à fondre des canons qui percent des blindages de 14 et de 15 pouces à 1,200 et même à 1,500 pas, il songe maintenant, disent les



le comte de Chambord par M. le duc de la Rochefoucauld-Bisaccia.

« La première conséquence M. le comte de Paris, à propos duquel M. le comte de Chambord aurait déclaré qu'il le considérait comme son héritier direct et légitime au trône.

« La seconde conséquence des résolutions et des plans que les législateurs ont adoptés, au cas où de graves décisions s'imposeraient à l'Assemblée. Le comte de Chambord aurait répondu qu'il entendait laisser ses amis libres, les considérant comme meilleurs juges que lui de la situation et des remèdes qu'il convient d'employer et se confiant en leur patriotisme.

« La troisième conséquence avait pour objet la candidature possible de M. le duc d'Anjou à la présidence du pouvoir exécutif, dans le cas où, par suite de la démission ou du décès de M. Thiers, l'Assemblée serait dans l'obligation de lui donner un successeur. Sur ce point, M. le comte de Chambord aurait été plus explicite encore. Il ne serait nullement opposé à ce que ses amis donnassent leur voix à M. le duc d'Anjou.

« Ils ne devraient mettre à leur vote qu'une condition : exiger et obtenir de M. le duc d'Anjou une déclaration portant qu'il n'est pas, ne saurait être un prétendant, qu'il n'acceptait d'autre mission que celle de faire respecter la volonté nationale, et que, s'il arrivait que le pays voulût la monarchie, il n'en reconnaissait d'autre que la monarchie légitime, représentée par M. le comte de Chambord, et dans l'ordre de succession par M. le comte de Paris.

« La réunion conservatrice des députés qui n'appartenaient jusqu'ici à aucun groupe, et qui avait été convoquée pour lundi 19, à Versailles, en lieu dimanche 18 à midi, chez M. Raoul Duval. Les membres convoqués s'y sont rendus, à l'exception de quatre, qui n'étaient pas rentrés à Paris.

« Avant d'aborder l'objet de la convocation, la réunion a écouté avec intérêt un plan d'organisation du parti conservateur dans toute la France.

Nous ne saurions préciser, dit *Paris-Journal*, ce qui s'est dit ensuite. Mais nous croyons ne pas nous tromper en disant qu'on a discuté la question de savoir si la réunion accepterait les résolutions prises la veille samedi, à neuf heures, par les députés des réunions de la droite et du centre droit. La réunion conservatrice aurait adhéré à ces résolutions.

On a ensuite arrêté l'organisation définitive de la réunion et le mode des convocations ultérieures.

L'objet de cette réunion est de servir de centre de ralliement à tous les groupes conservateurs de l'Assemblée. Pour cela elle met en dehors de son programme toute discussion dynastique pour ne s'occuper que du salut du pays. Chacun conserve ses préférences, mais doit travailler à l'organisation du parti conservateur, non-seulement dans l'Assemblée, mais dans tout le pays, en favorisant, à l'exemple des radicaux, la formation de nombreux comités dans les départements.

Si ces renseignements sont exacts, les interpellations qui seront adressées au gouvernement se trouveraient soutenues par les divers groupes conservateurs, à l'exception du centre gauche.

« Voici le procès-verbal de la séance tenue le 19 par l'Union républicaine :

« Le président a souhaité la bienvenue aux derniers élus du suffrage universel et les a priés de faire connaître à la réunion les impressions et les vœux de leurs commettants. D'autres représentants ont exposé à leur tour l'état des esprits dans leurs divers départements. L'adhésion de plus en plus énergique du pays, des villes et des campagnes à la cause de la république a été mise en lumière, en même temps que la plainte des populations contre une administration composée de fonctionnaires hostiles à la démocratie.

« La réunion a fixé ensuite l'ordre de ses études et distribué le travail de la session présente à ses divers membres, répartie en plusieurs commissions chargées de s'inspirer des vœux et des volontés exprimés aux derniers scrutins par la démocratie française pour résister à toutes les entreprises dirigées par la coalition monarchique contre les droits souverains de la nation. Plusieurs membres de la gauche, qui font également partie de l'Union républicaine, et parmi eux quelques-uns qui s'étaient prononcés publiquement pour la candidature de M. de Rémusat, assistaient à la séance. Leur présence a suggéré à M. Gambetta quelques paroles très cordiales, chaleureusement applaudies par tout le monde, de nature à effacer jusqu'aux derniers traces d'un dissentiment momentané. Les députés se sont séparés ensuite avec l'intime satisfaction de sentir l'union plus affermie que jamais.

« Voici, d'après le journal le *Soleil*, le procès-verbal de la réunion du centre gauche qui a eu lieu le même jour.

« Divers membres ont communiqué à la réunion les impressions qu'ils ont recueillies dans leurs départements. Tous ont été unanimes sur ce point : le pays, las du provisoire, attend du gouvernement qu'il mette l'Assemblée en demeure de se prononcer sur la forme définitive du gouvernement.

« La réunion espère que le nouveau ministère n'hésitera pas à demander immédiatement à l'Assemblée une solution sur cette question. Le président du centre gauche a été chargé de faire connaître au président de la république le sentiment unanime de la réunion.

« Les membres de la droite ont aussi tenu le 19 une séance à l'hôtel des Réservoirs, à Versailles, sous la présidence de M. de Larcy. On a discuté la conduite qu'on devrait avoir à l'égard des lois constitutionnelles présentées par le gouvernement, et la marche qu'on suivrait pour obtenir les garanties conservatrices nécessaires.

Pour ce qui est des lois constitutionnelles, la réunion a décidé qu'elle ne les repousserait pas en principe, mais qu'elle les amènerait dans le sens conservateur.

En ce qui concerne les moyens à prendre pour arriver à obtenir les « gages » conservateurs, on s'en tient à une interpellation sur laquelle on provoquera un vote. L'interpellation visera surtout les dangers que courent, dans l'opinion des membres de la réunion, les intérêts sociaux, la religion, la famille, et surtout la propriété.

En somme, les membres de la réunion ont montré la plus ferme résolution de tenir tête au gouvernement, sur toutes les questions où celui-ci ne serait pas disposé à donner aux idées conservatrices les plus larges satisfactions.

On a entendu MM. d'Audiffret-Pasquier, Darné, de Castellane, d'Andelarre, Amédée Lefèvre-Pontalis.

« Le Journal de Lyon dit que de divers côtés se forment des comités et des groupes électoraux afin de se préparer pour les élections municipales sur le terrain des principes républicains modérés. Plusieurs réunions ont déjà eu lieu dans différents quartiers, et cette organisation se présente avec un caractère très sérieux.

« La cour de cassation a cassé, dans son audience du 16 mai, l'arrêt par lequel la cour d'appel de Paris avait condamné la *Gazette de France* à raison de la publication d'une circulaire de l'Internationale.

Il résulte de l'arrêt de cassation que l'art. 3 de la loi du 14 mars 1872 n'a voulu frapper que l'acte de propagation intentionnelle et coupable, et non la publication imprudemment faite sans mauvaise intention et qui ne pourrait, en tous cas, constituer qu'une contravention matérielle, la gravité des peines indiquant suffisamment l'intention du législateur. Il y a dans la loi, a dit M. le conseiller rapporteur, une lacune regrettable. La cour a jugé qu'elle pouvait, sans excès de pouvoir, combler cette lacune et substituer sa prévoyance à la sagesse du législateur.

Dans la même audience, il a été statué sur le pourvoi du procureur général près la cour d'Agen contre un arrêt de cette cour qui avait acquitté l'Union du Sud-Ouest pour un délit de même nature.

Un arrêt reposant sur les mêmes motifs que le précédent a rejeté le pourvoi du procureur général près la cour d'Agen.

La cour de cassation a également rejeté le pourvoi formé contre l'arrêt de la cour d'appel de Montpellier, chambre correctionnelle, du 24 janvier 1873, qui a condamné les sieurs Bouton et Lepic, rédacteur et imprimeur du journal le *Réveil de l'Ardeche*, à 1,000 fr. d'amende.

Il résulte de l'arrêt de la cour que le fait prévu par l'article 21 du décret du 17 février 1852, qui interdit la publication de tout article traitant de matières politiques ou d'économie sociale émanant d'un individu condamné à une peine afflictive ou infamante, ou infamante seulement, constitue une simple contravention et non un délit de presse.

#### Suède et Norvège.

Le roi roi de Suède Charles XV n'était pas seulement un poète, un artiste et un peintre, dit la *Gazette d'Augustbourg*, c'était un parfait connaisseur en objets d'art. La preuve en est fournie par les collections qu'il forma soit au château royal de Stockholm, soit dans sa résidence d'été d'Ulryksdal. La plus grande partie de ces collections, il l'a donnée au pays pour le musée national; mais il reste beaucoup d'autres objets formant sa propriété privée et qui, vu la nécessité de régler certains intérêts de famille, doivent être mis en vente publique les 16, 20 et 24 mai prochains au château d'Ulryksdal, près Stockholm. Cette vente doit avoir lieu après le couronnement d'Oscar II. Le catalogue contient au-delà de 700 numéros.

La première partie (200 articles) contient une série de meubles historiques de différentes époques, entre autres des armoires rares du dix-septième siècle, de précieuses tables, des miroirs curieux, quelques lits avec baldaquins dans le style de la Renaissance que Charles XV s'était procurés dans les derniers temps et qui, pour cette raison, ne figurent point au musée national. On y voit encore des meubles, style rococo, vraies merveilles d'art, parait-il, et qu'on rencontre rarement dans les ventes publiques.

La seconde partie comprend les sculptures de figurines, de vases, de coupes de différentes sortes, les objets en argent, bronze et autres métaux sculptés et incrustés. Dans la troisième partie, figurent les objets venant de l'appartement privé du roi, des collections entières d'armes, d'ustensiles de chasse, de coupes scandinaves du moyen-âge, puis des pipes et une foule d'objets historiques d'une grande valeur. La quatrième est consacrée aux porcelaines, groupes, services, vases. Toutes les fabriques du monde y sont, parait-il, artistement représentées. La cinquième, aux costumes et aux broderies. La sixième, aux objets d'art en marbre, porphyre et granit, signés d'artistes suédois, ainsi que les deux urnes gigantesques qui décoraient l'entrée du palais. La septième, aux tableaux et aquarelles. Les premiers proviennent en grande partie d'artistes hollandais, et ornaient les appartements de la reine Louise. On y remarque des œuvres de Mole-naer, J. Ruysdael, Teniers, Ostade, Metzger, Hobbéma, Backsnyen, puis Claude Lorrain, Boucher, etc.

#### Italie.

Voici dans quels termes M. de Mazaule, le chroniqueur politique de la *Revue des Deux-Mondes*, apprécie la situation politique en Italie :

L'Italie nouvelle existe depuis près de quinze ans déjà. Cette période à la fois si longue et si courte, elle a eu toutes les difficultés intérieures ou extérieures à surmonter, des passions à soumettre, des menaces à déjouer, une multitude de problèmes à résoudre, à commencer par le premier et le plus grave de tous, celui de la coexistence du pape et du roi à Rome. L'Italie n'a point cessé de lutter dans ces quinze ans à venir à bout de tout, et elle en est encore à se débattre contre bien des embarras. Elle est cependant arrivée à ce point où elle est non-seulement une nation reconnue, mais une puissance qui a sa politique, ses traditions, ses alliances, son poids dans les affaires du monde; elle est entrée pour ainsi dire dans l'engrenage européen. Elle n'est que depuis trois ans à Rome, ayant son roi au Quirinal, à côté du pape, qui est au Vatican, et on a déjà de la peine à imaginer tout ce qu'il faudrait d'événements pour l'en faire sortir. Comment l'Italie en est-elle venue là? Ce n'est point à coup sûr en se livrant à tous les emportements de partis, en se jetant tête baissée dans les crises sans issue, en mettant perpétuellement en question ses intérêts les plus essentiels, jusqu'à son existence. Elle accorde une liberté illimitée aux fantaisies les plus excentriques, aux programmes les plus radicaux, en se réservant de ne pas les suivre. Garibaldi lui-même, elle jurerait que Garibaldi est le premier héros du monde, elle le mettrait dans une niche, et elle laisse passer avec un sourire fort sceptique les lettres du vieux bonhomme de Caprera. L'Italie est arrivée à fixer et à consolider les résultats de sa révolution par le sens pratique, par le dédain des utopies, par une certaine suite de politique modérée comme aussi par l'habileté à se plier aux circonstances ou à saisir les occasions. En un mot, cette nation d'hier, dans ses mœurs parlementaires et constitutionnelles, se rapproche déjà beaucoup plus de l'Angleterre que de la France. Ces Italiens qu'on dit si révolutionnaires, et qui ont été forcés de l'être un instant pour constituer leur nationalité, savent en définitive pratiquer le régime le plus libre en se gardant de tous les partis extrêmes. Ils se sauvent de leurs propres faiblesses ou de leurs propres entraînements par le bon sens le plus avisé, par un esprit politique qui se retrouve dans les incidents les plus confus en apparence comme dans les actes les plus hardis.

Qu'est-ce que la dernière crise ministérielle qui vient de se produire à Rome? C'est précisément une de ces péripéties qui menacent de tourner à la confusion et que l'esprit politique vient dénouer ou rallier à propos. Ce qui est arrivé il y a quelque temps en Angleterre au ministère Gladstone est arrivé à Rome dans des conditions qui ne sont pas très-différentes, et à eu le même dénouement. Le cabinet Lanza a donné un instant sa démission, puis il l'a retirée, et il reste aujourd'hui au pouvoir, fortifié peut-être par cette épreuve, devant laquelle il n'a point reculé.

Le ministère italien existe depuis longtemps, il a traversé des événements considérables pour

l'Italie; comme pour l'Europe, c'est déjà une raison pour qu'on soit disposé à croire qu'il peut arriver au bout de sa carrière. Il se compose d'éléments divers de la droite, du centre gauche; c'est encore une raison pour qu'il ait quelquefois une vie laborieuse et disputée, entre une fraction de la droite, qui l'appuie sans enthousiasme, et la gauche qui cherche toutes les occasions de le mettre en minorité dans l'espoir de le remplacer. Il a de plus un ministre des finances, M. Quintino Sella, esprit vif et intrépide, qui s'est proposé de rétablir l'équilibre du budget italien dans un certain nombre d'années, qui sent bien les difficultés de son entreprise et qui ne supporte pas facilement les contradictions, les chicanes de détail. Tout est là. Le prétexte de la crise s'est produit à l'improviste, et, selon l'habitude, est venu du côté où l'on ne s'y attendait guère, l'occasion d'un vote sur les travaux de l'arsenal maritime de Tarente. L'Italie a deux grands arsenaux, l'un à la Spezia dans la Méditerranée, l'autre à Venise dans l'Adriatique, elle n'en a pas dans la mer Ionienne. Tarente est admirablement placée pour un établissement de ce genre. Il y a eu de plus plusieurs projets, dont l'un presque grandiose, conçu de façon à créer un arsenal complet à Tarente, mais imposant au budget une dépense de plus de 70 millions. On s'est arrêté à un projet plus modeste : le ministère se bornait à demander une somme de 612 millions. La Chambre des Députés, présidée par M. Pisanelli, représentant de Tarente, a trouvé la dotation parcellaire, elle a voulu voter une somme de 23 millions, et M. Sella, qui n'est pas endurant, a perdu patience et s'est fâché sérieusement. Il a vu dans le vote de la Chambre un échec pour le gouvernement, et il n'a point hésité à provoquer la démission du cabinet tout entier, que M. Lanza est allé annoncer le lendemain à la Chambre, un peu étonné de ce qu'elle avait fait.

Ce n'est point précisément une chose ordinaire de voir des ministres prendre si vite de l'humeur, pour une dépense de plus inscrite dans un budget, et donner leur démission sur un incident dénué de tout caractère politique. En réalité, le vote sur l'arsenal de Tarente n'a été qu'une occasion vivement et résolument saisie. Depuis quelques temps, le cabinet et particulièrement le ministre des finances pouvaient remarquer une certaine mollesse, des velléités de dissidence dans la majorité qui les soutenait. On avait de la peine à rallier cette majorité, dont les membres s'absentaient souvent de Rome, tandis que la gauche était toujours présente. M. Sella se plaignait spirituellement du sort qu'on lui faisait en diminuant toujours les recettes qu'il demandait et en augmentant les dépenses qu'il proposait. Il était d'autant plus porté à s'émouvoir de ces dispositions qu'il a peu à peu à justifier à demander à la Chambre le vote de quelques augmentations de taxes sur les immeubles, sur les affaires, sur les tissus, en tout plus de 30 millions.

M. Sella, en homme résolu, préférait couper court aux difficultés par une retraite opportune; mais les raisons financières n'étaient pas les seules, et c'est ici précisément qu'apparaît cet esprit politique dont nous parlions. On voyait arriver le moment où allait entrer définitivement en discussion la loi sur les corporations religieuses à Rome, loi toute politique, très délicate, qui touche non-seulement à la condition faite à la papauté résidant à Rome, dans ce grand centre de toutes les institutions religieuses, mais encore jusqu'à un certain point aux rapports du gouvernement italien avec les puissances catholiques. Or sur cette question même il y avait dans la majorité des apparences de scission, qui, en se joignant à l'opposition déclarée de la gauche, pouvaient neutraliser les intentions de prudence et de ménagement manifestées par le cabinet. Si on s'exposait à une crise dans une discussion de ce genre, la situation s'aggraverait aussitôt, la politique italienne pourrait être mise à une dangereuse épreuve. Le roi lui-même n'était plus libre, il allait se trouver dans l'alternative de suivre les indications d'un vote parlementaire qui pouvait conduire à un ministère de la gauche ou de faire des élections à propos d'une question de nature à mettre aux prises toutes les passions politiques. Si on se retirait au contraire sous le coup d'un vote sans importance politique, on laissait une situation intacte; le roi gardait toute sa liberté, il pouvait même prendre un ministère nouveau dans les nuances d'opinions les plus modérées; rien n'était compromis. C'est ainsi que le cabinet MM. Lanza, Sella, Visconti-Venosta, se considérait comme obligé de donner sa démission, et en cela il montrait certes la plus sérieuse prévoyance politique.

Qu'est-il arrivé cependant? Le roi, en vrai souverain constitutionnel, s'est empressé de faire appel aux principaux personnages parlementaires, aux leaders des opinions diverses. Il a consulté un peu tout le monde, d'abord le vice-président de la Chambre, M. Pisanelli, qui n'était point étranger à la crise, M. Ricciardi, M. Minghetti, M. Peruzzi, M. Rattazzi lui-même, et tous ces hommes se sont trouvés d'accord sur la nécessité du maintien du ministère. Le cabinet Lanza, rappelé par le roi, ne s'est point refusé à reprendre les affaires; il a tenu néanmoins à ne point s'engager légèrement, il a voulu avant tout s'entendre avec les chefs de la majorité pour être sûr de n'être point abandonné soit dans les débats financiers, soit dans la discussion de la loi sur les corporations religieuses et les assurances dont il avait besoin, il les a reçus, de sorte que le dénouement de cette crise a montré en définitive le plus réel esprit politique chez ceux qui pouvaient aspirer, en même temps que chez le souverain appelé à être le médiateur ou l'arbitre des opinions.

Le ministère a donc retiré sa démission et reste à son poste avec des garanties nouvelles qui ne lui assurent pas sans doute une durée indéfinie, mais qui le sauvent pour le moment de la mésaventure qu'il redoutait. Maintenant le sort de cette loi sur les corporations, dont la discussion a commencé aussitôt, semble à peu près assuré, malgré certaines manifestations extérieures qui ont abouti ces jours derniers, à un conflit de rue; le vote ne paraît pas douteux. Sons des formes différentes d'ailleurs, le projet primitif du gouvernement et le projet de la commission se rapprochent et se confondent presque en ce sens que l'un et l'autre sont l'expression de cette politique à la fois libérale et modérée que le ministre des affaires étrangères, M. Visconti-Venosta, vient d'exposer de nouveau devant le Parlement avec autant de tact que d'élévation. Que les opinions de la gauche repoussent la loi nouvelle parce qu'elle est conçue dans un esprit de ménagement et de transaction, ils ont tout à fait raison; mais il ne faut pas en conclure que la gauche est hostile à la transaction, qu'elle n'a rien de plus simple que de rompre violemment avec les intérêts traditionnels, avec les croyances, avec les susceptibilités des catholiques. Que ceux qui refusent à l'Italie le droit d'être à Rome voient dans cette loi un attentat nouveau, ils ont aussi, dans leur rôle. Le gouvernement peut répondre à la gauche en montrant l'Italie paisible, affermie dans son existence nationale, accablée à l'extérieur justement par cette politique de libérale modération qu'il suit avec persévérance. Il peut répondre d'un autre côté aux partisans du pouvoir temporel, aux adversaires de l'Italie nouvelle, en montrant le Vatican libre, la puissance religieuse

de pontife s'exerçant dans toute son indépendance, les députations catholiques se succédant à Rome, auprès du pape, et tenant même au besoin des discours qui ne sont pas toujours des compliments pour le roi ni pour le gouvernement italien. On a entrepris de résoudre, le plus grand de tous les problèmes par la liberté, non par la révolution. Si l'Italie réussit, et elle a désormais bien des chances de succès, c'est parce qu'elle aura suivi cette politique que la puissance inspiration de Cavour a léguée à ses successeurs.

Un député au Parlement italien, dont le nom est déjà connu et la réputation faite, a publié dans l'*Antologia* de Florence, sur le futur conclave, une série d'articles dont la correspondance Havas nous a fait connaître quelques passages. Le sujet traité par M. Bonghi, ses réflexions sur la situation des puissances européennes vis-à-vis de la papauté, les détails qu'il donne sur la composition du collège des cardinaux et les chances que chacun de ses membres a d'obtenir la tiare, intéresseront sans doute le lecteur. Nous publions donc une partie du résumé analytique que nous apporte le *Journal des Débats*, en faisant remarquer que M. Bonghi, tout en reconnaissant que le catholicisme traverse une crise redoutable, ne croit pas qu'il puisse succomber dans sa lutte contre l'Etat d'un côté et les nouvelles doctrines de l'autre.

Certains libéraux croient que deux obstacles insurmontables s'opposent à ce que l'Eglise puisse se remettre en contact direct avec le peuple : la science, qui démolit ses dogmes, et le désir du bien-être, qui envahit les multitudes et qui les fait sourire de mépris lorsqu'on leur promet une égalité de félicité dans le ciel en échange d'une inégalité de fortune sur la terre.

Mais la science aura beau faire, si grands et si nombreux que soient ses progrès, ils ne sont rien après de ceux qui lui restent à faire, et, fût-elle arrivée au bout, le champ des croyances religieuses s'étendrait encore au delà.

Quant au désir de bien-être des multitudes, on ne doit pas se dissimuler que le catholicisme est, de toutes les religions, celle qui s'est le plus occupée de soulager le pauvre, et qu'aucune secte chrétienne ne peut entrer encore en parallèle avec elle en fait de sympathies populaires. Le prêtre protestant prétend être gentilhomme; le catholique, même issu de souche noble, veut paraître sorti du peuple. En Angleterre, dans le dernier mouvement agricole, le prêtre anglican s'est rangé du côté des propriétaires, et le clergé catholique de l'autre. L'archevêque Manning s'est montré dans les meetings des paysans pour prendre leurs intérêts et en a parlé avec modération, mais de façon à les encourager à se croire justifiés d'agir comme ils le faisaient.

M. Bonghi ne semble pas épris d'une grande admiration pour les procédés de M. de Bismarck et doute fort qu'ils profitent au chancelier. Ces procédés, croit-il, aboutiront à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ce qui nuira plus au protestantisme qu'au catholicisme, car pour le premier, au moins dans ses principales sectes, les liens avec l'Etat sont essentiels; pour l'autre, ils ne sont qu'accidentels. L'Eglise protestante, qu'elle soit luthérienne, évangélique ou anglicane, se donne beaucoup de mal pour trouver une forme d'existence dans laquelle elle ne dépende que d'elle-même. L'Eglise catholique n'a aucun effort à faire pour obtenir cette forme, elle l'a en soi, c'est dans son essence.

La France n'a aucun intérêt à changer les bases du concordat déjà ancien qui règle ses relations avec l'Eglise.

L'Autriche a dénoncé le concordat, mais elle en suit encore les règles quant à l'ingrédience du gouvernement dans la nomination des dignitaires ecclésiastiques et dans l'administration des fonds de l'Eglise.

En Espagne, c'est le chaos.

Dans le pays où se trouve le siège pontifical, en Italie, la condition du catholicisme est plus difficile que partout ailleurs, ce qui est fort simple à expliquer. Ceux qui croient que le gouvernement italien aspire à une conciliation avec le pontificat romain ne s'entendent point eux-mêmes. Une conciliation, si ce terme peut se définir avec précision, ne peut être désirée ni de part ni d'autre, et d'ailleurs n'est pas possible. Le pontificat ne peut maintenir son autorité universelle et son efficacité qu'à condition de ne pas paraître ni d'être réellement lié au gouvernement italien. Il cesserait d'avoir la confiance du reste du catholicisme le jour où il le serait ainsi.

D'autre part, le gouvernement italien n'a rien à offrir au pontificat romain pour l'engager à substituer à l'immunité présente une nouvelle amitié. En dépitant celui-ci du pouvoir temporel, il lui a fait une de ces blessures qui ne se guérissent pas vite. Puis, à parler franchement, le pontificat romain, à tort ou à raison, ne croit pas que le gouvernement italien soit assez solidement assis pour rester longtemps et constamment fidèle au pacte qui pourrait être conclu avec lui. Malgré tout, le pontificat peut cependant compter que le Parlement italien ne touchera à rien de ce qui concerne ses fonctions spirituelles et que le gouvernement sera encore plus prudent que le Parlement.

Les cardinaux sont réduits, par la mort de M<sup>r</sup> Billiet, au nombre de 45, c'est-à-dire à un chiffre inférieur de 27 à celui qu'il pourrait être. Il ne paraît pas probable que Pie IX se résolve à augmenter le Sacré-Colège avant sa mort. Il a refusé jusqu'ici de le faire parce que, dans les intérêts de l'Eglise tels qu'il les entend, il craint, en multipliant les électeurs, de n'arriver qu'à rendre l'élection plus incertaine et plus difficile.

De ces quarante-cinq cardinaux, onze seulement sont étrangers : M<sup>r</sup> Pitta, Mathieu, Donnet, de Bonnechose, François; Cullen, Irlandais; Hohenlohe, Allemand; Schwarzenberg, Rauscher, Autrichiens; Garcia Cuesta, de Lastra y Cuesta, Moreno, Espagnols (le quatrième, Brea Cirillo, archevêque de Tolède, est mort récemment). Il y a trois siècles qu'un pape étranger n'est monté sur le trône de saint Pierre, et l'on ne peut méconnaître que des principes motifs de cette exclusion, puisque le pape ne doit plus être un souverain italien. Mais il n'en serait pas moins difficile d'être un pape étranger; il ne pourrait être allemand sans aliéner la France, qui est le pilier principal du catholicisme; il ne pourrait être français sans mettre en un péril extrême le catholicisme, déjà si attaqué en Allemagne; nous ne parlons pas de la mauvaise humeur qui naîtrait de ce fait entre la France et l'Italie.

Il est inutile de parler des cardinaux espagnols, inconnus à leurs collègues et auxquels l'anarchie de leur pays doit tout crédit et faveur, même s'ils en avaient beaucoup par eux-mêmes. Les autres cardinaux étrangers : Cullen, Schwarzenberg et Rauscher, seraient au contraire en bonne odeur près du Sacré-Colège; le premier et le troisième par leur doctrine, le second par son rang social, par la grande influence qu'il possède à la cour d'Autriche et par sa bonté. Mais ces trois cardinaux n'appartiennent pas au même parti dans le collège, et, avant de parler du motif qui les ferait définitivement exclure, M. Bonghi croit devoir dire quelque chose des divergences d'opinion qui existent dans le collège des cardinaux.

Les hommes de haut savoir n'ont jamais eu grande chance dans ce collège. Comme il arrive dans tout corps qui s'est consumé dans les affaires, le savoir y est tenu plutôt pour un obstacle que pour un auxiliaire. Le cardinal qui joint de la plus grande réputation sous ce rapport est le Français Pitta; mais on ne le tient pas pour ses études, et il ne se soucie pas de prouver qu'on a tort. Il n'en est pas de même du cardinal Rauscher, qui dans des livres estimés est entré au cœur de l'actualité politique et religieuse. On écrit des œuvres de quelque valeur : le cardinal Grassellini, qui n'est plus en état de lire et d'écrire, et Morechini, archevêque de Bologne, un des plus renommés du collège. La réputation des autres n'est pas grande.

Les moines ne font pas défaut dans le collège, sans trop abonder toutefois. Outre le bénédictin Pitta, il s'y trouve un Frère conventuel, le cardinal Panbianco, qui est bien le type du cardinal-moine. Parlant peu et se laissant malaisément pénétrer, dur pour lui et pour les autres, rigide dans l'observance des doctrines et des pratiques religieuses, docte en matière ecclésiastique, il est tout imprégné de l'idée de l'Eglise et de son office suprême dans le monde. Les soixante-trois ans qu'il porte ne sont pas encore la vieillesse pour un moine.

Le cardinal Billio est Barnabite. Il a pris une part capitale au conclave, dont il a été un des présidents. Ce qui lui aplanit les degrés du cardinalat dans l'esprit de Pie IX, ce fut la grande exagération de ses idées dont on peut tirer parti pour préparer et formuler le *Syllabus* et les *schemata* de délibération du conclave. Qui voudrait laisser un moment les noms de personnes pour chercher comment, dans l'assemblée, les votes peuvent se diviser et se grouper, trouverait qu'il doit tenir compte du plus ou moins d'approbation ou de désapprobation de la conduite qu'a tenue Pie IX dans le gouvernement de l'Eglise; autrement dit, les cardinaux ne se peuvent distinguer que par la ferveur de leur adhésion à la manière d'agir du souverain-pontife ou l'éloignement qu'elle leur inspire.

Pie XI a certainement innové dans les principes qui régissent le gouvernement spirituel, suivis par ses prédécesseurs. Parmi les cardinaux, il en est qui trouvent qu'il a bien fait, que l'idée de l'Eglise qu'il a prise pour mobile est la vraie et la seule, et qu'il ne faut pas s'en départir d'une ligne; d'autres croient qu'il a mal fait; ils auraient préféré qu'il ne s'avancât que peu ou très-peu, et croient qu'une institution aussi vieille que le catholicisme ne doit être ni trop secouée ni trop agitée, mais traitée avec infiniment de scrupules et de ménagements, même lorsqu'il s'agit de l'améliorer et de la fortifier. Le cardinal Pallavicini distinguait les cardinaux en *saints* et en *politiques*, et affirmait que l'Eglise n'a jamais été mise en péril que par les saints.

La première catégorie appartenait, parmi les Italiens, les cardinaux Patrizzi, Barnabé, Panbianco, Bizzari, Billio, Caterini, Capotoni, Borromeo, Riario-Sforza, et parmi les étrangers, Cullen.

La seconde, parmi les Italiens, Sacconi, d'Angelis, Vannicelli, Asquini, Carafa, Morichini, Pesci, Antonucci, Milesi, Trevisanato, de Luca, Guidi Monaco Lavelette, Consolini, et parmi les étrangers, Schwarzenberg, Mathieu, Donnet, Rauscher, Garcia Cuesta, de la Castra, de Bonnechose, Hohenlohe, Moreno.

Enfin l'on peut probablement distinguer des uns et des autres, comme inclinant à plus de tempérament que les derniers et plus éloignés des premiers, les cardinaux de Pietro, de Silvestri, Barili, Grassellini, Mertel et Amat.

M. Bonghi met hors de concours le cardinal Antonelli, auquel sa longue et malheureuse administration ôte toute espèce de chance, si toutefois il en avait, ce qui n'est pas l'habitude pour les secrétaires d'Etat. Parmi les autres les uns sont exclus par leur nationalité; en fait d'étrangers, il ne reste que les cardinaux Cullen, Schwarzenberg et Rauscher. Toutefois, M. Bonghi doute qu'ils puissent, par les qualités qui leur sont propres, arriver à être élus.

D'autres sont exclus par leur âge trop avancé, comme le cardinal de Angelis, l'un des plus réputés pour les qualités de son esprit et de son caractère. Le cardinal Billio est trop jeune; il n'a que quarante-cinq ans. S. Em. Monaco Lavelette en a quarante-quatre. Plusieurs ont contre eux l'âge, le peu de crédit et le nom, comme le cardinal Bonaparte (quarante-trois ans). L'état de leur intelligence est un obstacle insurmontable pour les cardinaux Milesi et Grassellini; l'esprit a été mesuré trop étroitement aux cardinaux Patrizzi et Carafa, ce qui les met hors de concours.

La mauvaise santé suffirait pour détourner les votes des cardinaux Caterini, Bizzari, Barnabé, Amat, Asquini, Vannicelli; la rusticité, l'étroitesse de jugement, l'inexpérience du monde écarteraient les cardinaux de Silvestri et Mertel; la peur d'un homme trop libéral et trop dégagé de préjugés, le cardinal de Pietro; la réputation d'avoir trop peu de fermeté, le cardinal Ferrieri.

Comme on le voit, la marge des choix se rétrécit singulièrement. Parmi les cardinaux disposés à imiter les allures du présent pontificat en outrant les doctrines cléricales et défiant les puissances laïques, restent les cardinaux Panbianco, Cullen et Capalti, le second président du conclave du Vatican. Parmi ceux qui inclinent à quelque tempérament — plutôt en somme Pie VII que Pie V — les cardinaux Sacconi, Schwarzenberg, Morichini, Pesci, Rauscher, Antonucci, Trevisanato, de Luca, Guidi, Bernardi, Consolini; parmi ceux réputés plus avancés et disposés à agir encore plus largement, le cardinal Barili.

M. Bonghi n'a pas nommé le cardinal Riario-Sforza, et pourtant il ne trouve rien qui l'exclue de l'élection. Noble de race, modérateur d'esprit, pauvre de science, il joint de toute la confiance du parti qui domine aujourd'hui à la cour pontificale. Le *Syllabus* doit être à ses yeux sur le même rang que l'Evangile, et certes à l'infailibilité il ne retrancherait pas une virgule.

Mais il y a dans sa conduite quelque chose de pratique qui le distingue d'un fanatique et peut le faire paraître plus acceptable que n'imposent qu'autre de son parti et même de celui des modérés. Convenu, par exemple, qu'il n'y a aucun moyen de faire sortir de Rome le gouvernement italien, il s'est contenté de chercher un expédient grâce auquel le prêtre ne fût pas mis hors de l'école et du municipio de Naples, et dans cette discrète mesure, il a réussi. Il paraît incliner à user des droits et des moyens qui naissent de la nouvelle organisation politique de l'Italie pour sauver les parties essentielles de l'édifice religieux. Peut-être d'autres cardinaux ont-ils en la même idée, mais aucun n'a eu l'occasion ni la hardiesse d'en fournir la preuve, et peut-être cela met-il le cardinal Riario singulièrement en vue pour l'heure présente.

Si le nombre des cardinaux n'est pas augmenté, M. Bonghi pense qu'il faudrait trente-deux suffrages pour l'élection du nouveau pontife. Sauf le cardinal Cullen, tous les étran-

gers inclinent au fond à croire bon pour le pontificat de modérer ce qu'il y a actuellement d'exorbitant dans sa manière d'agir. La mort du cardinal Billiet les réduit à dix, en ne comptant point le cardinal Cullen, et ils n'auront jamais plus de chances qu'aujourd'hui d'assister au conclave, puisque ce sera le premier qui se tiendra depuis que l'Eglise est sillonnée de chemins de fer. Leur suffrage ne sera pas de mince poids; il ne leur sera pas dicté par leur gouvernement, mais il émanera de leur conscience. L'époque ne permet plus qu'aucun se fasse gloire du titre de cardinal des couronnes, la condition morale dans laquelle se trouvent à leurs yeux les gouvernements ne compte plus qu'ils se fassent porteurs de veto en leur nom. Ceux qui ont le droit antique ne sauraient plus en user. Néanmoins M. Bonghi croit que le vote des cardinaux étrangers prendra de lui-même la direction que leurs gouvernements lui eussent imprimée : celle de l'apaisement. Avec un nombre restreint d'Italiens non exaltés, ils suffiraient pour exclure non seulement le cardinal Cullen, mais aussi deux membres du parti ultra, les cardinaux Panbianco et Capalti, et il paraît peu probable qu'aucun d'eux parvienne à la papauté.

Malgré l'avantage qu'il pourrait y avoir à choisir un cardinal autrichien, qui serait plus apte que tout autre à servir d'intermédiaire entre l'Eglise et l'Allemagne, le pays dans lequel Pie IX laissera les affaires catholiques le plus compromises, il est douteux que l'Autriche trouve son avantage dans l'élection d'un de ses sujets. Cela pourrait lui causer beaucoup d'embarras sans aucune compensation.

Il est donc vraisemblable que la papauté ne sortira pas de l'Italie, et, parmi les Italiens qui ont le plus de chances d'obtenir un honneur aussi épineux, on peut considérer le cardinal Riario-Sforza comme le plus modéré des zélés, et les cardinaux Morichini, Pesci, Trevisato, de Luca, de Guidi, Sacconi, Barili, comme les plus renommés des modérés.

Cependant il est très possible que les cardinaux zélés parviennent à faire exclure les trois derniers, le premier devant être hat d'eux pour s'être opposé, dans le conclave, au dogme de l'infailibilité; le deuxième et surtout le troisième étant quelque peu suspects de pouvoir pencher du côté opposé à celui vers lequel a penché le pontificat actuel. Chacun des cinq autres paraît au contraire apte à recueillir les suffrages de ceux qui veulent que le futur pontificat reste comme en vedette et observe quelque temps la situation avant de se jeter dans une voie d'où il ne pourrait sortir une fois qu'il y serait entré. La victoire sera à celui d'entre les cinq cardinaux qui, tout en inspirant le plus de confiance au parti zélé, effraiera le moins le parti modéré.

Le prochain conclave se tiendra certainement à Rome si le pape est conservé le Quir



combinaient leurs mouvements pour envelopper les bandes d'Ollé et de Dorregaray, qui tous les organes officiels représentaient comme découragés et disposés à se rendre.

Cette opinion, que les carlistes étaient démoralisés, s'était répandue tellement dans les troupes et leurs chefs, que sans s'inquiéter de rien, sans se faire éclairer, sans même se faire précéder d'un avant-garde, les deux colonnes précitées s'engageaient pleines de confiance dans le défilé d'Erau où l'on entre par un pont fort étroit, et qui, s'allongeant en étroit boyau, aboutit à une espèce de cul de sac fermé par deux rochers abrupts; à droite et à gauche le défilé est resserré par de hautes collines boisées et de difficile accès. C'était là que Dorregaray et ses Navarrais attendaient leurs adversaires.

Avec la confiance que donne l'assurance d'une victoire qu'on leur disputera à peine, les deux colonnes s'engagent tout entières dans ces fourches caudines.

A peine l'arrière-garde a-t-elle passé le pont qui sert d'entrée que les carlistes occupent cette issue, en même temps qu'ils attaquent de front, en flanc et en queue. Le bataillon qui forme l'avant-garde, plus maltraité que le reste, commence à se débattre et, se rejetant sur le flanc, y porte le désordre.

En vain les chefs se précipitent en avant pour ramener leurs soldats au combat, la panique s'est mise dans tous les rangs, et ces 1,600 hommes tourbillonnent sur eux-mêmes n'offrent plus que l'image de la plus affreuse confusion.

C'est à ce moment que Dorregaray fait exécuter une terrible charge à la baïonnette par ses Navarrais, auxquels rien ne peut résister. Alors commence la déroute, les soldats affolés de terreur jettent armes et fourniment pour fuir plus facilement à travers les taillis, et à travers ces taillis commence la « chasse à l'homme ».

Les chefs auxquels leur dignité et l'orgueil castillan ne permettent point de fuir, résistent avec une poignée de braves soldats qui partagent leurs sentiments; tous se font tuer ou tombent blessés et prisonniers.

Les fuyards qui ont pu échapper à la faveur de la nuit sont arrivés par groupes de 4 à 10 hommes à Estella, mais sans armes, les uns furieux, les autres épouvantés, et tous lançant des imprécations contre leurs chefs, qui, disaient-ils, les avaient trompés d'abord en leur faisant croire au découragement des carlistes, et ensuite les avaient menés à la boucherie.

D'autres correspondances ajoutent que des le commencement du combat, les soldats avaient donné des signes d'insubordination, voyant qu'il fallait se battre et non venir recueillir des prisonniers comme ils se l'étaient imaginé.

Cette défaite a coûté à l'armée 300 morts ou blessés, 400 prisonniers, parmi lesquels tout l'état-major, quatre canons et la perte de presque tout l'armement et de tous les bagages.

#### Amérique.

On écrit de Panama, 21 avril : Une révolution de palais, ou, si l'on veut, un coup d'Etat militaire, sans autre signification politique qu'un changement de personnes, a eu lieu le 5 avril.

Le colonel Aizpuru, commandant général des forces de l'Etat, à la tête d'une bande révolutionnaire, a envahi l'hôtel du gouvernement, a fait prisonniers le président Neira et le secrétaire Eladio Brieno et a conféré la première magistrature à don Damaso Cervera.

Le bataillon national a essayé de résister, et il y a eu un échange de coups de feu dont le résultat a été un mort et un blessé.

Le nouveau président a publié la proclamation suivante :

Damaso Cervera, cinquième chef désigné du pouvoir exécutif de l'Etat souverain de Panama. Aux habitants de l'Etat !

Un mouvement politique, opéré par la volonté du peuple, a suspendu de ses fonctions le sénor Gabriel Neira, qui exerçait la présidence constitutionnelle.

Ayant été appelé aujourd'hui par la cour suprême à remplacer ledit président en sa qualité de cinquième candidat désigné, je me suis chargé du pouvoir exécutif.

Je m'engage solennellement à être le gardien de l'ordre constitutionnel et à donner à tous

les habitants de l'isthme les garanties auxquelles ils ont droit.

Maintenir la paix sera ma première opération, et pour l'obtenir je n'épargnerai aucun sacrifice.

En conséquence, je vous invite, citoyens et patriotes, à seconder mon dessein, qui n'est autre chose que l'expression d'une âme républicaine et respectueuse envers la Constitution.

Panama, 5 avril 1873.

Signé : DAMASO CERVERA.

Les nouvelles de Bogotá apprennent qu'un comité du Sénat a approuvé le projet d'autoriser le pouvoir exécutif de Colombie à prendre l'initiative de la convocation d'un Congrès de toutes les républiques américaines du Sud.

Le principal objet de ce Congrès serait de régler les questions des frontières entre les républiques hispano-américaines, d'après un système de juste compensation et de convenance réciproque.

Le vapeur Aréguipa, arrivé le 20 avril à Panama, apporte du Pérou les nouvelles suivantes :

On écrit de Lima, sous la date du 13 avril, que les cérémonies religieuses du carême ont été célébrées avec une pompe extrêmement brillante.

Le gouvernement a envoyé à l'isthme de Panama une commission d'ingénieurs pour étudier la question du canal interocéanique.

Cette commission doit solliciter du gouvernement colombien l'autorisation d'explorer l'isthme de Panama et le golfe du Darien; puis connaître la route tracée par le capitaine Salsfridge, et enfin s'enquérir de la praticabilité de la voie par Rio Mapiqui et la baie de Capica dans le Pacifique.

Pas de nouvelles de l'Equateur, de la Bolivie ni du Chili.

AMÉRIQUE CENTRALE. — On écrit de Panama, le 21 avril 1873 :

Le vapeur Winchester, arrivé hier, apporte de l'Amérique centrale les nouvelles suivantes :

GUATEMALA. — Pour assurer la pacification du pays, le gouvernement a conclu avec le Honduras et le Salvador une convention relative à l'envoi de troupes dans leurs territoires respectifs lorsqu'il y aura lieu de poursuivre les rebelles.

On a établi dans la capitale une école polytechnique dirigée par des professeurs européens.

En conséquence de la situation difficile de la république, il y a eu une augmentation d'impôts.

HONDURAS. — La Gazette officielle de Comayagua constate que la tranquillité intérieure est complètement rétablie. Le gouvernement prépare les élections pour l'Assemblée constituante.

Le président prend des mesures pour maintenir le crédit national.

Un décret réglemente les finances : il indique les biens du domaine de l'Etat et les revenus du trésor public.

Nicaragua. — Le Congrès a clos sa session le 20 mars. Il ne se réunira pas avant le mois de janvier prochain.

De magnifiques funérailles ont été faites à l'ex-président Martinez, dans la cathédrale de León.

La commission d'exploration de l'isthme reconnaît le Rio San Juan du Nord. Le gouvernement, d'accord avec le Sénat, a résolu de ne contracter aucune convention relative à un canal maritime avant que l'on ait résolu la question de savoir si l'entreprise est praticable.

Don Pedro Bruni, ministre du Salvador, vient d'arriver à Nicaragua, avec mission de resserrer les liens d'amitié qui existent entre les deux pays.

#### DERNIÈRES NOUVELLES.

ALLEMAGNE. — On écrit de Berlin, le 20 avril 1873 :

D'après des bruits dont la National-Zeitung se fait l'écho, la commission qui élabore le projet de code de procédure pénale se serait prononcée à l'unanimité moins trois voix pour le remplacement des jurys par des tribunaux d'échevins.

La troisième livraison de l'Histoire de

la guerre franco-allemande de 1870-1871, rédigée par la section d'histoire du grand état-major, vient de paraître. Elle contient le récit des batailles de Worth et de Spicheren.

PRUSSE. — Au dire de la Norddeutsche-Zeitung, la réunion de la droite extrême de la Chambre des Députés avait aussi, à l'exemple des autres partis, élaboré un manifeste électoral, mais le projet de ce manifeste était conçu en termes si vifs que les membres relativement modérés de la réunion n'ont pas voulu le signer. On prépare, ajoute la feuille berlinoise, un nouveau projet de manifeste électoral à soumettre à la réunion de cette « nuance oppositionnelle ».

#### FRANCE.

Le Journal officiel du 19 publie la note suivante en tête de la partie officielle :

Le président de la république, recomposant la nécessité de modifier son administration, a demandé à tous les ministres leur démission, qu'ils se sont empressés de lui remettre.

MM. Dufaure, de Rémusat, Léon Say, Teisserenc de Bort, général de Cissey et le vice-amiral Pothuau conservent leurs portefeuilles.

M. Casimir Périer est nommé ministre de l'intérieur; M. de Fourtou est nommé ministre des cultes; M. Bérenger, ministre des travaux publics; et M. Waddington, ministre de l'instruction publique.

Le conseil des ministres, après mûre délibération, a décidé que l'administration des cultes et l'administration de l'instruction publique seraient désormais séparées, ainsi que le vœu en avait été bien souvent exprimé dans nos Assemblées.

On lit dans le Temps, le 19 au soir :

Le centre droit s'est réuni ce matin à neuf heures à l'hôtel Vatel sous la présidence de M. Callet; il a adopté à l'unanimité de ses membres, et avec de légères modifications, la résolution qui avait été préparée dans la réunion qui a eu lieu chez le général Changarnier, tendant à interdire au gouvernement sur les raisons qui ont amené M. le président de la république à modifier son cabinet et sur la nécessité pour le ministre d'adopter une ligne résolument conservatrice.

Le texte de l'interpellation aurait déjà été déposé entre les mains de M. Buffet pour être lu dans la séance d'aujourd'hui.

On annonce que le gouvernement acceptera l'interpellation et ne demandera pas d'ajournement après l'évacuation.

Il laissera la Chambre choisir le jour qui lui conviendra.

MM. Dufaure et Périer prendront la parole au nom du gouvernement et déclareront qu'il suivra une ligne conservatrice tout le mouvement préfectoral donnera la preuve.

On assure que dix préfets seront mis en disponibilité d'emploi et vingt seront changés.

NECROLOGIE. — M. Le Roy de Saint-Arnaud, ancien sénateur, frère du maréchal, vient de mourir au château de Malromé, canton de Saint-Macaire. M. Le Roy de Saint-Arnaud était né à Paris en 1802. Il exerçait la profession d'avocat, quand le coup d'Etat de 1851 le mit en évidence. Nommé maire du douzième arrondissement de Paris, il fut appelé, le 28 janvier 1852, à faire partie du conseil d'Etat. Il a été créé sénateur au mois de décembre 1857. Depuis la chute de l'empire, M. Le Roy de Saint-Arnaud était rentré dans la vie privée.

#### ITALIE.

Rome, 18 mai, au soir. — Le pape a reçu aujourd'hui environ 200 personnes; il a prononcé seulement quelques paroles en donnant sa bénédiction. Plusieurs étrangers assistaient à cette réception. Une tranquillité parfaite a régné toute la journée à Rome.

L'Economista d'Italia, parlant de la dépêche de Constantinople qui portait que la commission du canal de Suez avait déclaré que faute de plaignants il n'y avait pas lieu pour la Porte d'interpréter l'art. 17 du firman de concession, croit cette dépêche sans fondement.

L'Economista dit que la Porte a invité les puissances maritimes à prendre part à cette commission, et la proposition de la Porte a été acceptée par presque toutes les puissances.

Elle est présentement l'objet d'un échange de notes diplomatiques; par conséquent, la commission turque ne pouvait pas seule délibérer sur cette question. Quant aux plaignants, l'Economista constate qu'ils persistent et que les droits du canal ne sont pas payés qu'avec protestations et réserves.

Tous les journaux parlent du vote d'hier à la Chambre des Députés; quelques-uns le blâment comme un triomphe pour les cléricaux; d'autres l'approuvent comme un vote éminemment politique qui tranche cette grave question en sauvegardant les droits de la nation.

L'Opinion constate que l'amendement Ricasoli laisse aux généraux actuels leurs résidences jusqu'à la fin de leurs fonctions, démontre la juste raison d'être de cet amendement qui empêche de commettre l'acte odieux d'expulser les généraux actuels de leurs maisons, qu'ils abandonneront eux-mêmes d'ici à quelques mois ou à quelques années au plus tard.

#### ESPAGNE.

Madrid, 18 mai, au soir. — La Gazette de Madrid dément, en la qualifiant d'absurde, la nouvelle donnée par un journal de prétendues négociations entre la Prusse et l'Espagne pour la cession des îles Philippines.

#### TURQUIE.

Alexandrie, 18 mai. — Le khédive s'est embarqué ce matin pour Constantinople.

#### DERNIÈRES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Londres, jeudi 22 mai.

Le Standard publie un télégramme d'après lequel le palais impérial de Yédo est devenu le 5 mai la proie des flammes.

Les Espagnols ont emprisonné à la Havane M. Price et un autre correspondant du New-York Herald.

L'argent continue à être fort abondant à Londres.

La Bourse de Berlin était fermée aujourd'hui à cause de la fête de l'Ascension.

#### FAITS DIVERS.

La police avait été informée à plusieurs reprises que le grand café Racine, situé au coin des rues Racine et Monsieur-le-Prince à Paris, était chaque soir le rendez-vous d'une bande de joueurs qui s'entendaient pour voler les étudiants du quartier latin, une descente fut décidée le 9 mai.

A dix heures et demie du soir, M. Pédézet, commissaire de police du quartier de la Monnaie, spécialement délégué, partait accompagné d'un certain nombre d'agents afin de surprendre les joueurs en flagrant délit. Connaissant la disposition du local, il avait pris ses mesures en conséquence. Il y a, en effet, trois salles au café Racine; la première est la salle publique, où tout le monde est admis; dans la seconde, masquée pendant la soirée par un groupe de causeurs et de fumeurs qui ne laissent pénétrer que les personnes connues, se trouvent les tables de jeu, enfin, la troisième, en apparence destinée au billard et donnant sur la rue Monsieur-le-Prince, sert à recevoir le trop plein des joueurs de la seconde, et au besoin à filer en cas de surprise.

Des agents furent donc postés à la porte de la rue Monsieur-le-Prince, avec mission d'empêcher la sortie, tandis que M. Pédézet, ceint de son écharpe, entra dans le café, le traversa bruyamment et pénétra à l'improviste dans la seconde salle.

Une soixantaine de personnes s'y trouvaient réunies, jouant à l'écarté. Aucun enjeu sur la table. On amonçait les paris, et l'on payait après le coup.

La plupart des assistants étaient des étudiants venus avec leurs amis, et pendant en quelques heures le montant de la pension que leur fait la famille. Tous grecaient seulement ont été reconnus et arrêtés. Leur mode de vie était des plus simples. Feignant de ne pas se connaître, ils jouaient l'un contre l'autre, l'un tenant les cartes, et l'autre, après avoir ponté cin-

quante centimes ou un franc, l'avertissant par des clignements d'yeux ou des mouvements de doigt, du jeu de son adversaire.

On employait en même temps au besoin, mais pour les grosses parties seulement, quand la nuit s'avancait et quand les perdants s'emballaient, des cartes biseautées ou courbées en tôle. Des jeux ont été saisis par le commissaire de police.

Après une seconde rafle dans la pièce du fond, M. Pédézet a fait conduire au dépôt toutes les femmes qui se trouvaient là. Il a ensuite commencé l'interrogatoire des hommes et la continue jusqu'à quatre heures du matin.

Ainsi que nous l'avons dit, ce sont presque tous des étudiants. On y remarque cependant M. B..., ancien capitaine instructeur de Saint-Cyr, qui, venu là pour la première fois, en était déjà pour 50 fr., et M. P..., rédacteur d'un journal rouge. Dans une descente faite l'année dernière à pareille époque par M. Gruet, du quartier de l'Odéon, M. P... avait déjà été trouvé parmi les joueurs.

Le propriétaire du café, M. Markert, a été laissé en liberté, à charge par lui de se représenter lorsqu'il en sera requis. (Figaro.)

Le Progrès du Nord raconte qu'un drame horrible s'est passé dernièrement à Lille, au faubourg Saint-Maurice, dans une maison occupée en commun par deux négociants associés pour le commerce des vins, MM. Descazeaux et X. Duploy.

Les affaires n'ayant pas prospéré, la maison de commerce était en liquidation. Déjà, à plusieurs reprises, des discussions fort vives, provoquées par des questions d'intérêt et peut-être aussi par des mobiles d'une nature plus délicate, avaient eu lieu entre les deux associés. Une nouvelle altercation eut lieu en présence de M<sup>me</sup> Duploy.

Dans l'intention de mettre fin à cette scène, M. Descazeaux se disposait à se retirer; Duploy, sous l'empire d'une surexcitation furieuse, le suivit dans le couloir qui conduit à la salle à manger, et tirant tout à coup un couteau-poignard caché sous ses vêtements, frappa au côté M. Descazeaux, qui tomba en poussant ce cri : « Je suis tué ! » A ces mots de sa victime, l'assassin, voulant se faire justice lui-même, se donna trois ou quatre coups de même couteau dans l'abdomen; puis, ne se sentant pas assez gravement atteint, il gravit précipitamment l'escalier qui aboutit au grenier. Là, il ouvrit la fenêtre, et, en même temps que par un effort suprême il s'enfonça le poignard jusqu'à la garde dans l'oreille droite; il se précipita du haut du grenier dans la cour de la maison.

Attiré par le bruit, une femme de ménage, M<sup>me</sup> Adeline Ledecq, occupée dans la maison, avait traversé la cour et se trouvait sous la fenêtre du grenier au moment où Duploy se précipitait dans la voie. Atteinte par le corps avec une violence que l'on comprend la malheureuse a été renversée. Elle a eu la jambe gauche et le bras fracturés; elle porte en outre la trace de nombreuses contusions sur le corps.

Quant à Duploy, il était dans un état horrible à voir; le pharmacien de la rue Saint-Gabriel, appelé aussitôt sur les lieux, constata qu'il respirait encore; à l'heure qu'il est, il a probablement cessé de vivre.

M. Descazeaux n'a reçu qu'un coup de poignard; la blessure, quoiqu'grave, ne met pas ses jours en danger.

Le bruit court que, sous le coup des terribles émotions de la matinée, M<sup>me</sup> Duploy, jeune et jolie femme âgée de vingt-cinq ans, a perdu la raison.

On a souvent parlé, dit la Liberté, de la construction d'un bâtiment susceptible de recevoir un train complet de chemin de fer et destiné à relier la France et l'Angleterre. De tous les projets mis en avant, celui-ci, qui semblait le plus facile à exécuter, paraît avoir été rejeté par les ingénieurs qui se sont occupés de cette question. Nous apprenons aujourd'hui que la compagnie du Great trunk of Canada fait faire en Angleterre un bac ponton pour recevoir un train de chemin de fer et destiné à opérer le passage de la rivière Saint-Clair entre le fort Huron et Sarnia.

Ce nouveau navire a 69 mètres de longueur sur 12 mètres de largeur et 4 m. 30 de profondeur. La coque est surmontée d'un pont sur lequel trente et un wagons peuvent tenir. Lorsque ce navire est légué, c'est-à-dire quand sa charge n'est pas au complet, il pèse 600

tonnes, beaucoup moins par conséquent qu'un navire en bois de la même capacité.

Son tirant d'eau est de 1 m. 92 à l'avant et de 2 m. 34 à l'arrière.

Il est pourvu de deux machines à haute pression de la force de cent cinquante chevaux chacune et de deux hélices de 2 m. 75 de diamètre.

Si cette expérience réussit, conclut la Liberté, rien ne pourra s'opposer à établir un service analogue entre Douvres et Calais, si ce n'est la différence entre les eaux calmes d'une rivière et la houle de la Manche.

Nous distribuons à nos abonnés, avec le présent numéro, un supplément d'annonces judiciaires.

#### Nouvelles maritimes.

MOUVEMENT DU PORT DE CROISTAT.

Du 9 mai.

#### ARRIVAGES.

Vapeurs	Capitaines	Venant de
Vesta	Blocker	Amsterdam
Delbrick	Dewers	Brême
Nautilus	Behrens	Lubeck
Jonas Ahlström	Ehrlich	Dantzig
Mälaren	Marchand	Havre
Constantin	Leith	Leith
Staffa	Burnett	Newcastle
Estella	Freerichs	Londres
Diana		

Total des arrivages... 217 depuis l'ouv. de la navigation.

#### Spectacles.

Du 9 mai.

THÉÂTRE ALEXANDRA. — ОДИНЪ МОЛОДОСТЬ, op. kom. въ 5 д.; Рокрове признаване, kom. въ 1 д.; Фреденгоф и флюидометри, вод. въ 1 д. (7 s.)

BAUX MINÉRALES. — Soirées musicales avec M<sup>lle</sup> Claudia Rizza, etc., et M<sup>me</sup> Joyeux, Flaire et l'Orchestre de M. Walther à 8 h.

#### Bulletin météorologique

DE L'OBSERVATOIRE PHYSIQUE CENTRAL DE ST-PETERSBOURG.

Jeu 10 (22) mai.

Lieux.	Baromètre à 0 millim.	État du ciel.	Température à 10 h. val. norm.	Température à 2 h. val. norm.	État de la mer.	Humidité relative.	Quantité de pluie.	Direction et force du vent.
--------	-----------------------	---------------	--------------------------------	-------------------------------	-----------------	--------------------	--------------------	-----------------------------

Petersb. : 9 h. a. hier 763.0 : 4.0 : 7.1 : 23.8 : 9 : 0.1 : 7 h. a. aujourd'hui 762.1 : 3.8 : 7.4 : 15.7 : 10 : SE 2 : 1 h. ap.-m. 759.5 : 0.5 : 19.2 : 6.0 : 44 : 9 : S 2

Du 26 avril (8 mai).

Nertchinsk 698 : 4 : 4 : 1 : 75 : 2 : N 2

Du 3 au 4 (15 et 16 mai).

Arkhangel. : 752 : 3 : 2 : 7 : 67 : 6 : N 1 : 750 : 5 : 0 : 5 : 52 : 9 : SE 4

Hier neige.

Du 10 (22) mai.

Lieux.	Baromètre à 0 millim.	État du ciel.	Température à 10 h. val. norm.	Température à 2 h. val. norm.	État de la mer.	Humidité relative.	Quantité de pluie.	Direction et force du vent.
Wisla	758	1	9	89	0	SO 3		
Stockholm	753	2	9	81	0	SE 2		
Haparand	760	2	9	81	0	SE 2		
Uleaborg	759	1	9	81	0	NE 2		
Nicolet	756	9	9	79	0			
Kuopio	752	2	6	96	10	SE 2		
Tampere	749	1	8	81	0	SE 2		
Helsingf.	759	0	9	81	0	SE 2		
Peterb.	762	3	12	74	10	SE 2		
Reval	757	0	12	81	0	SE 2		
Dorpat	755	2	16	74	8	SE 2		
Windau	757	1	15	81	0	SE 2		
Vilna	752	1	15	81	0	SE 2		
Varsovie	750	1	12	89	0	SE 2		
Kiev	751	6	12	1	69	SE 2		
Odessa	761	6	15	2	9	SE 3		
Nicolaev	757	2	15	2	7	SE 3		
Sevastopol	752	2	15	3	75	SE 4		
Khar'kov	754	8	4	72	0	NE 0		
Moscou	750	6	10	1	69	SE 2		
Orenbourg	750	1	10	1	62	SE 4		
Riga	761	3	10	0	75	SE 3		
Novoross.	766	7	14	5	59	SE 2		
Tiflis	727	2	19	3	55	SE 3		
Goudaour	755	8	19	3	55	SE 3		
Vladikavk	704	3	9	92	10	NO 3		

\* Plus. \* Brouillard. \* Plus. \* Brouillard. plus.

\* Hier pluie. \* Idem. \* Plus. hier pluie, orage.

#### ÉTAT GÉNÉRAL DE L'ATMOSPHÈRE.

Une dépression barométrique, dont le centre se trouve probablement en Scandinavie, s'approche de la partie Nord-Ouest de la Russie. Sur la Finlande et les provinces Baltiques se sont établis des vents de Sud et Sud-Est, et sur la mer Baltique le tourment d'éclaircies et de pluies; sur ces endroits le temps est devenu plus doux et pluvieux. A Sud de l'Empire prédominent encore des vents d'Est Nord-Est et Est; le temps y est assez beau.

#### POUR MAISONS DE CAMPAGNE

SONNERIE A AIR

Winterhalter & Co

St-Petersbourg. — Au pont de Kazan, le long du canal, maison Oustinov, n° 12.

Moscou. — Boulevard de Petrovsky, maison Popov, à côté du Restaurant de l'Ermitage. 1465

Notre système perfectionné fonctionne sans entretien et ne donne lieu à aucune réparation.

#### ÉTAT DES COMPTES

DE LA



L'éditeur rédacteur responsable, ANT. E. HOEN.